BI-MENSUEL
ROYALISTE

JUILLET
AOUT 1976
6E ANNÉE

spécial
vacances

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANCAISE n° 230 3,50 F

giscard-mitterrand:

le jeu truqué

repères

« Giscard - Mitterrand, la partie truquée », tel est le thème de notre numéro spécial de vacances.

Côté droit, un éternel candidat — Giscard — sacrifie tout et surtout l'essentiel à son spectacle :

— l'indépendance nationale ? Elle est bafouée par l'atlantisme de l'Elysée (article de Jean Plissier) ;
— la stabilité institutionnelle ? Elle est compromise par l'impuissance d'un chef de clan et de caste incapable de créer autour de lui un consensus (Editorial de Bertrand Renouvin) ;
— la reprise économique encore fragile ? Elle est obérée par l'incapacité du pouvoir à faire autre chose que du pilotage à vue (article de Philippe d'Aymeries).

Et cependant, malgré toutes ses lacunes, la société libérale avancée de Giscard parvient à survivre : parce que ce système sait être à la fois anesthésiant (article de Michel Saint Ramé) et répressif comme nous l'explique René-Victor Pilhes.

Côté gauche, l'alternative n'est pas crédible sur le simple plan de l'efficacité politicienne immédiate (article de Paul Maisonblanche) et parce que les solutions des énarques socialistes singent de façon désolante celles des énarques giscardiens (article de Yves Landevennec).

Cette impuissance de l'opposition face à un pouvoir semi-impotent prouve qu'on ne renversera pas ce système si l'on ne se décide pas à :

— dénoncer l'injustice. C'est une des raisons — et non la moindre — de notre royalisme (article de Michel Saint Ramé) ;
— définir un projet rassemblant la nation autour de la révolution régionaliste comme du jeu diplomatique de la France (articles d'Arnaud Fabre et de Jean Plissier).

Ce projet ne peut être que capétien dans la mesure où la dynastie affranchit l'Etat des jeux de l'urne et du hasard pour permettre à l'Etat d'assumer plus efficacement l'exigence de justice qui illumina la vie de Saint Louis. C'est ce que montre Pierre Boutang.

Non, la monarchie ne sera pas le morne bâtard de la social démocratie et du « libéralisme avancé » — ces goulags de l'Occident. Elle sera baroque parce que reliée aux sources profondes de la vie (article de Gérard Leclerc). Et c'est d'autant plus vrai, comme l'explique Philippe Vimeux, lorsque le Prétendant a le souci d'être le Roi de tous les Français.

l'état d'esprit royaliste

« Comment peut-on être royaliste aujourd'hui ? » Beaucoup se posent la question et répondent négativement qu'il ne saurait s'agir que d'une nostalgie d'un passé à jamais révolu.

C'est vrai, sans doute, pour quelques royalistes d'autrefois. Mais la N.A.F. a montré, depuis 5 ans, qu'on pouvait être royaliste et avoir 20 ans, qu'on pouvait être royaliste et se passionner pour notre temps, qu'on pouvait être royaliste pour l'avenir et non par goût du passé.

Et la N.A.F. a montré, pendant la campagne des présidentielles en particulier, que ce royalisme pouvait être conquérant, qu'il pouvait participer à un débat politique national et même poser quelques vraies questions oubliées par les organisations politiciennes.

Tel est le royalisme d'aujourd'hui qui s'efforce de mêler le débat et le combat, la réflexion et l'action.

Le débat ? il n'a cessé depuis la fondation de la N.A..F et a toujours été privilégié dans les grands rassemblements royalistes.

La réflexion ? Elle est à l'origine de notre engagement et elle dicte notre stratégie. Car la N.A.F. n'est pas un rassemblement d'adolescents fanatisés ou un comité de politiciens cyniques.

Le combat ? il est la raison d'être de notre communauté militante qui veut être un mouvement profondément enraciné dans la nation.

Un mouvement, qu'est-ce que cela signifie ?

D'abord que la N.A.F. n'est pas un parti désirant coloniser l'Etat. Ensuite, la N.A.F. n'est pas une construction immuable, mais un mouvement au sens premier du terme, c'est-à-dire quelque chose qui se déplace, qui vit, qui se projette vers son objectif.

Mais pas à la façon de ces mécaniques totalitaires qui nient la vie telle qu'elle est, ne se soucient pas des hommes tels qu'ils sont et écrasent tout sur leur passage — y compris leurs propres militants. Non, la N.A.F. est dans le mouvement de la vie, par ses soucis comme par ceux qui adhèrent à son projet : elle refuse l'inhumanité du groupe en fusion et se veut communauté militante.

Ce qui ne va pas sans risques ni tension. Il est infiniment plus rassurant de se fondre dans un groupe totalitaire où l'on reçoit, en même temps que sa carte, le catalogue des amitiés et des haines et les livres saints dont les manipulateurs se chargeront de dire la signification du moment. Mais la politique est autre chose : un souci de l'homme et de la cité, et non une idéologie ou une technique à l'intention des habiles.

Ces soucis, nous savons que nous ne les exprimerons jamais entièrement .Cet esprit, nous savons que nous ne pouvons, seuls, le faire triompher. C'est pourquoi il nous faut préparer le recours au Prince. Avec lui, la nation est incamée. Avec lui, l'Etat redevient humain. Par lui, la justice et la liberté redeviennent possibles. Alors la vie pourra changer, grâce à une aventure capétienne enfin recommencée.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur la Nouvelle Action Française, sur ses idées, ses activités, les livres et brochures qu'elle a publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : ..... Prénom : .....

Année de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part

— une documentation sur la N.A.F.
— un abonnement gratuit d'essai de deux mois au journal.

Bulletin à retourner : N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

un livre de bertrand renouvin

« On ose parler de tout : de la révolution, du prolétariat, du syndicalisme. Et sans jeter d'anathème.

C'est l'avenir qui intéresse ces royalistes, et ils ont, sur ce sujet, autant d'idées à proposer que d'autres, si ce n'est plus. Sous prétexte d'idées reçues, il serait dommage de ne pas prendre connaissance des leurs. »

Noël-Jean BERGEROUX

(« Le Monde » - 12 décembre 1973)

20 F franco

spécial
vacances

changer la vie ?

Quelques années après la grande vague contestataire qui voulait changer la vie, où en est-on ?

Les offensives pour un bouleversement radical des conditions d'existence auraient-elles fait long feu ? Ou décidément, le président, jeune et dynamique, qu'une moitié de France s'est donné il y a deux ans, conduit-il réellement le changement ? Dans cette dernière hypothèse, tout irait dans le meilleur des mondes, dans un pays décrispé, où les réformes se feraient dans l'ordre, où une lente révolution rendrait progressivement inutiles les révoltes violentes, trop coûteuses et inefficientes. Une partie de ses plus chauds partisans d'origine ne donnent-ils pas crédit à cette idée, lorsqu'ils prétendent que Giscard fait la politique de ses adversaires ?

Cela a pu tromper des gens, au début. Le Nouvel Obsercateur lui-même se déclarait troublé. Et puis le mot est venu sur toutes les bouches, et il revient depuis sans cesse pour qualifier le régime libéral avancé : le spectacle !

LE SPECTACLE GISCARDIEN

Force est de constater qu'il y a un abîme entre le discours giscardien, et la pratique, la réalité profonde du régime. Lorsque le président plaide pour un nouvel urbanisme, pose le problème des mégalopoles, défend les villes moyennes, il semble s'engager dans des réformes de fond. L'urbanisme est une des clefs majeures de la vie en société. Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que les corrections opérées sont toutes de détail, et que les grandes orientations n'ont pas été sensiblement changées.

Les premiers à le ressentir durement sont les jeunes qui entrent dans la vie professionnelle et du coup dans l'univers urbain où la ségrégation due au prix des logements les assigne littéralement à résidence dans les quartiers les plus désolés. Et que dire de leur désillusion lorsqu'ils pénètrent dans l'univers du tertiaire bureaucratique et du travail subalterne et monotone ?

Pourtant, comme le montrait Jean Duvignaud dans **la planète des jeunes,** chacun trouve sa niche dans le fromage social. On se défend en se repliant dans son quant à soi, en aménageant au mieux ses loisirs. C'est ainsi que l'on parvient à l'intolérable toléré.

Il faut dire aussi que la crise et la psychose de crise ont bien travaillé à la décrispation, ou plutôt à la résignation. Lorsque votre travail est en cause, quand se profile le risque du chômage, on préfère généralement défendre ce que l'on a, plutôt que de se lancer à l'assaut d'improbables conquêtes.

LES SEGREGATIONS SOCIALES

Et pourtant ! pour peu qu'on y réfléchisse, il n'y a aucune raison pour se résigner, abandonner le grand combat pour un changement de civilisation. Le spectacle ne trompant plus personne, la résignation face à la crise se dissipant, il ne doit pas être impossible de refaire un diagnostic du présent et d'esquisser les solutions. Le diagnostic ? Tout d'abord, la prise de pouvoir par Giscard a signifié la victoire d'une caste privilégiée et jalouse de ses privilèges, plus que tout autre opposée à des transformations de fond. Cela est d'autant plus grave que nous souffrons de ségrégations sociales considérables. Des univers sociaux s'ignorent, séparés par un mur d'argent.

Faisons rapidement le compte. La discrimination par l'argent nous amène à l'urbanisme, au logement et au cadre de vie. Il n'est besoin que de jeter un coup d'œil sur les petites annonces du Figaro et de France-Soir pour s'apercevoir que les prix des appartements rejettent des catégories entières de salariat hors de certains quartiers. On fera une utile comparaison entre la banlieue nord et la banlieue ouest. Et l'on pensera que les détenteurs des plus beaux appartements sont également ceux qui jouissent de résidences secondaires.

La ségrégation touche également la vie familiale et la culture. C'est bien l'argent qui permettra à l'épouse de ne pas travailler pour demeurer au domicile, s'occuper de l'éducation de ses enfants. C'est l'argent qui fera ou non que la télévision sera l'unique moyen de se détendre et de se cultiver. De la possibilité de prendre de la distance par rapport aux étranges lucarnes, dépendra celle de se créer un art de vivre, en développant ses relations sociales, en sortant de chez soi, en se ménageant un temps pour la lecture, etc...

Il est également primordial de voir que la coupure la plus nette sépare précisément ceux qui ont les pouvoirs, prennent les décisions et ceux qui en subiront le plus les conséquences. Ceux-là qui prennent les décisions n'en subissent pas les conséquences.

ROYALISTES PARCE QUE REVOLUTIONNAIRES

La question n'est pas d'Inciter à la haine de classe et à la guerre civile entre ces catégories. Elle est politique. Si la politique est la prise en compte de toute une communauté nationale, sa première tâche est de faire jouer les réflexes de solidarité en vue d'une œuvre de justice. C'est du moins en ces termes que nous définissons notre royalisme. Nous refusons, s'il nous arrive d'avoir quelque privilège, de nous refermer sur nous-mêmes, de nous engager dans une fuite individuelle qui nous conduirait à défendre quelque endroit protégé et favorisé. Nous refusons les castes pour parler en termes de peuple.

Dès lors, le mot d'ordre « changer la vie » n'est plus un gadget, ou un argument politicien, il a un sens précis. Il signifie que, prenant acte de la nécessité de changer certaines conditions sociales, économiques, on mettra tout en œuvre pour infléchir l'évolution du pays, on s'engagera dans une série de ruptures successives et décisives. Il s'agira, en particulier, de rendre à des millions de citoyens la maîtrise de leur destin, les aider à redevenir acteurs dans un cadre où la plupart des pouvoirs ne leur échapperait plus. Mais cette redistribution de pouvoirs serait vaine si elle n'avait pas d'effet au niveau de l'Etat, qui doit être le répondant des libertés, aussi bien leur protecteur que leur arbitre. Révolutionnaires parce que royalistes ? Evidemment, si l'on perçoit bien que la révolution royale c'est le retour à la justice de l'Etat et aux libertés des citoyens : c'est, en effet, la libération par rapport à l'argent et aux castes, de l'autorité sur qui repose le choix des grandes décisions historiques.

Michel SAINT RAME

spécial vacances

la reprise et après ?

A en croire l'I.N.S.E.E. le premier semestre de l'année 1976 s'est caractérisé par un climat général « *expansionniste* ». Ainsi sommes-nous dans la première phase d'une reprise de l'activité économique assurée essentiellement par deux facteurs : la forte progression de la consommation des ménages d'une part, la fin du processus de déstockage d'autre part. Mais l'influence de ces deux facteurs s'est progressivement épuisée, entraînant un ralentissement du rythme de la reprise qui sera encore plus sensible dès l'automne. De plus, la progression de la consommation a provoqué, du fait de la structure de notre commerce extérieur, une vive poussée des importations et un retour au déficit de notre balance commerciale. Et surtout l'accélération de l'inflation — qui avoisine un rythme annuel de 11 %; supérieur aux objectifs du gouvernement — constitue l'aspect le plus négatif de cette reprise.

De ce premier tableau schématiquement brossé, il ressort que si l'économie française apparaît bien sortie de la crise, nombre de goulets d'étranglements subsistent dont la disparition ne tient pas à des solutions purement techniques. C'est tout au moins l'opinion du Conseil Economique et Social qui, dans son dernier rapport semestriel, a le mérite de mettre en relief certains des problèmes fondamentaux de l'économie française. C'est-à-dire en fait de la société dans son ensemble.

LA REPRISE ALIBI DU CONSERVATISME

Ainsi la balance commerciale de la France dont la structure profonde révèle non seulement certaines dépendances fondamentales et parfois irréversibles (énergie, matières premières), mais aussi l'aspect négatif du point de vue national d'une certaine « division internationale du travail », d'une politique de l'exportation à tout prix, d'importations trop déterminantes pour l'activité économique (machines-outils).

Ainsi, dans un domaine moins technique, de la politique des revenus et des prix dont l'absence se fait cruellement sentir. Il est vrai qu'elle fut dans le passé trop souvent réduite à une simple « police des salaires ». Alors qu'une politique des revenus et des prix digne de ce nom, sous-entend à travers des négociations aux niveaux les plus décentralisés possibles une prise en compte non seulement des salaires, mais aussi des profits, des prestations et des transferts. Elle s'accompagne à l'évidence d'une politique fiscale plus active : lutte contre la fraude et l'évasion en matière d'impôts directs, réduction du poids de l'impôt indirect.

Nous voilà de nouveau à un niveau d'intervention qui implique directement l'Etat. Que penser alors d'une attitude consistant à laisser le Parlement s'enliser dans un débat fumeux sur des plus-values et l'obliger à expédier en quelques jours le débat fondamental sur le Plan qui orientera la vie économique et sociale des Français pour les cinq prochaines années ? Sans parler d'ailleurs des autres projets repoussés à la session d'automne. Tel le projet de réforme de l'urbanisme dont nul ne niera l'importance capitale pour la vie des Français, ou encore, lui aussi repoussé de plusieurs mois, le dossier brûlant du financement du déficit de la Sécurité sociale.

LA SOLIDARITE NATIONALE : LE DEGRE ZERO

Dans un tel contexte économico-politique, on comprend mieux les hésitations des entreprises devant l'investissement, le renouveau d'un malaise des cadres (un sondage IFOP - Le Point met en relief ses principales données), l'exaspération croissante des exclus de la reprise — chomeurs anciens et nouveaux — la protestation des étudiants de ces I.U.T. (1) datant de dix ans et que Mme Saunier Seité médite de « réformer » entraînant contre ses projets un quasi-consensus enseignants-patronat.

Plus qu'un souhait, un simple vœu pieux c'est bien comme une sorte de réprimande qu'il faut interpréter les propos du Conseil Economique et Social demandant que l'on propose à la population un projet économique et social capable de recueillir une large adhésion et élaboré en fonction d'une concertation très étendue de tous les partenaires sociaux.

Voilà qui paraît simple et de pur bon sens. Mais ces qualités ne sont pas celles de l'Etat giscardien incapable par nature de proposer aux Français un projet de société mobilisateur. Il est vrai que l'on peut regretter les réactions de la C.G.T., par exemple, lorsque M. Giscard d'Estaing fait appel à la solidarité nationale face au problème de la sécheresse.

Cette solidarité, plus utile que jamais, ni MM. Giscard d'Estaing ou Chirac, ni MM. Mitterrand ou Marchais ne peuvent la susciter, trop englués dans des actions partisanes, des idéologies réductrices, des politiques à courte vue.

Pourtant, des éléments d'une telle solidarité existent déjà au simple niveau d'une économie qui implique chaque producteur, chaque consommateur, dans tous ses actes par rapport à l'ensemble de la collectivité nationale. Aussi, deux ans après le début d'une crise économique grave, à l'orée d'une reprise encore fragile, l'urgence d'une solution politique qui concerne chaque Français apparaît-elle plus grande encore.

La réapparition de l'inflation, les soubresauts d'un appareil productif malmené, les réticences justifiées des entrepreneurs démontrent combien l'attente d'une telle solution est réelle. En son absence, la crise qui peut réapparaître demain, plus forte peut-être, aura des conséquences dramatiques sur notre économie, sa structure, sa capacité de redémarrage, son indépendance et sur notre avenir politique.

Ph. d'AYMERIES.

(1) Institut Universitaire de Technologie.

le libéralisme avancé

entretien avec rené-victor pilhes

René-Victor Pilhes né en 1934. Cadre supérieur d'une grande entreprise de publicité, il publie en 1965 « La Rhubarbe », qui lui vaut le Prix Médicis, puis « Le Loum ». En 1974, paraît « L'imprécateur », violente critique du totalitarisme des sociétés industrielles, qui obtient un immense succès et le Prix Fémina (voir la critique de François Wagner dans la N.A.F. du 15 novembre 1974). Son dernier livre « La Bête », fait le procès d'un certain « libéralisme avancé ».

N.A.F. — Votre dernier livre, « La Bête », est-il dans la suite de « L'Imprécateur » ?

R-V.P. : Oui, et je suis heureux que vous me permettiez de souligner cette cohérence. Beaucoup de gens ne l'ont pas remarquée, parce que **L'Imprécateur** est un roman très **fouilé,** alors que **La Bête** est caricatural.

En réalité, **L'Imprécateur** est fondé sur une formidable ambiguïté, qui caractérise la société actuelle et ses dirigeants : notre société tient pour indispensable qu'on la critique, mais refuse qu'on franchise certaines limites. Le fait qu'on la critique lui donne des soupapes de sécurité et lui permet d'affirmer son caractère « libéral ». Mais c'est aussi pour cela qu'on la dit « récupératrice ».

Or dans **L'Imprécateur,** j'ai plus ou moins favorisé cette ambiguïté : on a vu dans mon livre un traité humoristique d'économie politique, une critique des multinationales, une satire des cadres — et tout cela est vrai. Mais personne n'a parlé du dernier tiers de ce livre, où la coercition à l'intérieur de l'entreprise se trouve dénoncée, et qui se termine par des scènes d'inquisition, de tortures, au nom de la « raison d'entreprise ».

N.A.F. — Vous posez donc la question de la liberté ?

R-V.P. : La liberté est effectivement mon idée fixe. Et la question fondamentale que je me pose est de savoir si l'ordre industriel (ce qu'on appelle le « progrès ») est conciliable avec les libertés publiques. La réponse n'est pas évidente, en France du moins, puisque la démonstration est déjà faite au Chili et en Union soviétique.

En Occident, des libertés formelles existent, qui ne sont pas rien. Mais il n'est pas impossible qu'elles soient demain réduites à néant.

N.A.F. — Votre profession a-t-elle permis d'acquérir une expérience de la société industrielle ?

R-V.P. : Travaillant chez **Publicis,** j'ai pu examiner un certain nombre de rouages. Et je dois dire que j'ai bénéficié d'une liberté certaine dans l'exercice de mon métier d'écrivain. Je ne nie donc pas l'existence de la liberté, aujourd'hui, à l'intérieur de l'ordre industriel. Mais je me demande ce qu'il en adviendra.

Nous sommes, en effet, en guerre économique, comme on dit. Et je me demande si, comme celles d'autrefois, cette guerre va entraîner des changements de régime politique.

C'est poser la question du poids des intérêts privés. Car il y a tellement de mesures à prendre, dans le domaine de l'indépendance nationale comme dans celui de la justice au sens pratique du terme (utilisation des richesses au profit du plus grand nombre) qu'on peut se demander si le pouvoir politique sera capable de résister à la pression de ces intérêts.

Ainsi, aujourd'hui, la question est de savoir si Giscard d'Estaing accomplira ce que le Général de Gaulle a réussi autrefois : parvenir, grâce aux institutions, avec l'appui d'une gauche goguenarde et à la surprise d'une partie de ses amis, à imposer des mesures économiques draconiennes. Mais si Giscard ne réalise que des réformes insuffisantes, il sera renversé, probablement par une toute petite majorité. Croyez-vous que la droite baissera alors les bras, et que la complicité objective des deux « super-grands », en faveur du statut quo, ne pèsera pas de tout son poids en faveur du rétablissement de l'ordre antérieur ?

Et puis je relève un certain nombre de symptômes inquiétants : par exemple, une hystérie provoquée par des affaires judiciaires récentes — celle de Troyes en particulier. Il est inquiétant qu'un Lecanuet, Garde des Sceaux, se lance, à cette occasion, dans une démagogie malsaine. Et il est inquiétant que, face à la violence, notre système balance entre le laisser faire et la répression sans bornes. Pensons au Midi, où l'on est allé chercher un viticulteur avec des chars...

N.A.F. — Vous seriez donc plutôt favorable à la gauche ?

R-V.P. : Savoir si la gauche est bonne ou mauvaise, si Marchais est gentil ou méchant, ce n'est pas mon affaire. Je ne suis pas le chef d'un parti mais un écrivain. Et ce que l'on demande à un écrivain, c'est d'écrire le mieux possible, avec le plus d'intelligence littéraire possible.

N.A.F. — Votre dernier livre, « La Bête » a été sérieusement critiqué...

R-V.P. : Oui, certains me reprochent d'avoir bâclé **La Bête.** Mais je trouve symptomatique qu'après avoir été bien accueilli par la critique, on me reproche de ne plus écrire très bien sur... Poniatowski et on ne m'invite pas à la radio et à la télévision. Or, il est sans précédent que l'auteur d'un « best seller » (et sur un sujet tel que les multinationale) ne puisse plus passer dans les « médias ».

N.A.F. — Dans votre dernier livre, vous attaquez la société libérale avancée...

R-V.P. : C'est vrai, mais ce que je reproche à la société libérale avancée n'est pas ce qu'on reproche habituellement à la droite classique. D'ailleurs, cette dernière n'intéresse plus grand monde et manque singulièrement d'épaiseur : elle n'a plus de grands critiques, elle manque de grands cinéastes...

Mais là où je réagis violemment, c'est quand Giscard annonce l'avènement d'une société « libérale et avancée ». Ce n'est pas sérieux, il suffit de regarder ce que fait Stoleru. On n'a pas tort de reprocher au pouvoir ses « gadgets ». Reste à savoir s'ils sont définitivement destinés à tenir lieu de politique. Ou s'ils constituent la préface d'une réforme en profondeur, qui se ferait avec le peuple. Mais si ce n'est pas cela, les conséquences seront très graves. Et c'est pourquoi j'ai décidé, dans ce livre, de m'en prendre au pouvoir politique. Dans **L'Imprécateur** au contraire, je n'avais pas eu besoin de m'en prendre à Pompidou.

N.A.F. — Quelle est, selon vous, la différence entre Pompidou et Giscard ?

P-V.P. : C'est la différence entre la valeur réelle, politique, et la valeur superficielle. Une valeur superficielle qui n'est nullement représentative de notre pays.

Pompidou était très représentatif de l'homme d'Etat conservateur français. Tandis que nous avons, aujourd'hui au pouvoir, une toute petite minorité de gens puissants (le pouvoir de l'argent) et snobs. D'où les problèmes politiques qui se posent en ce moment. Car cette minorité qui s'est emparée du pouvoir par le jeu du hasard, des institution et aussi de la fatalité, était écartée depuis 1958 : il lui faut maintenant s'y établir solidement. Or cette petite caste, qui est celle de l'argent, méconnaît et méprise le peuple.

spécial vacances

d'une technocratie à l'autre

« Prendre le temps de vivre ». « La rose et le poing ». « Changer la vie ». Décidément, le Parti socialiste sait choisir ses slogans, plus ou moins inspirés de Mai 1968.

Et l'avenir que nous promettent ces quelques mots étalés sur nos murs paraît d'autant plus radieux que chacun connaît ou subit la politique giscardienne.

C'est vrai. Il faut changer de gouvernement, de politique, et même de société. Le Parti socialiste se propose pour accomplir ce changement. Et nous ne saurions contester la bonne foi et la détermination de ses militants, pas plus que nous songeons à mépriser ou à nous moquer des millions de Français qui ont donné leur voix à François Mitterrand, lors des élections présidentielles. Au contraire, nous comprenons cette espérance à plus de dignité, à plus de responsabilité, à plus de liberté, qui se porte aujourd'hui vers le Parti socialiste.

Reste à savoir si M. Mitterrand et ses amis sont capables de répondre à cette espérance. Car, n'oublions pas que la victoire de la « *gauche unie* » en 1978 ne porterait pas au pouvoir le peuple de France, ni les militants socialistes, mais les seuls dirigeants du Parti socialiste et leurs alliés.

Mais que veulent-ils et que peuvent-ils ? Pour savoir où ils veulent nous entraîner, ou plutôt dans quoi ils veulent nous maintenir, il suffit de les observer, et il suffit de les lire.

VIEUX CRABES ET JEUNES LOUPS

Observons donc la direction actuelle du Parti socialiste. Deux grandes catégories y apparaissent, celle des vieux crabes et celle des jeunes loups.

— Les vieux crabes, vous les connaissez : ils se nomment Mitterrand ou Deferre. Rescapés de la IV^e^ République, secrètement mais profondément anticommunistes, ils songent plus à louvoyer qu'à réformer. Et qui peut prédire l'avenir d'un Deferre, milliardaire, proaméricain et chef de file des conservateurs du P.S. ? Une chose est sûre : ceux-là n'ont de socialiste que le nom et leur arrivée au pouvoir n'entraînerait aucune transformation en profondeur de l'Etat technocratique et d'une société dévorée par la bureaucratie.

— Les jeunes loups sont, bien sûr, à l'aile gauche du Parti socialiste. Conduits par Jean-Pierre Chevènement, ils clament bien fort leur foi marxiste, leur désir de révolution, leur foi autogestionnaire. L'espoir viendrait-il de leurs idées, de leurs dossiers, et de leur dynamisme incontestable ? Pour le savoir, il faut les écouter, faute de pouvoir les juger à leurs actes.

Lisons donc Chevènement (1). Oh ! bien sûr, c'est parfait. Les bons auteurs sont cités, le style est brillant, l'exposé très clair. En particulier sur l'autogestion, où l'on note jeune Rastignac sorti de l'E.N.A. Ici, tout est prévu. En cent sept pages bien serrées, vous avez le droit à tous les détails sur l'entreprise autogérée, la société autogérée, l'armée autogérée... Tout est prévu, organisé, agencé dans une mécanique qui ne peut manquer de tourner rond. Merveilleux système, mais tellement inquiétant puisque, dès aujourd'hui, il n'y a plus de place pour la spontanéité, l'imagination, la recherche. Et plus de place pour les travailleurs qui seront « *happés* » par le système « *autogestionnaire* » comme ils l'ont été, autrefois, par le collectivisme : théoriquement conçu pour eux et par eux, il s'est révélé une redoutable machine à broyer les gens.

Alors, si le socialisme se réduit à la prise du pouvoir par quelques technocrates qui prendront toutes les décisions en fonction de leurs schémas, ce n'est vraiment pas la peine de voter pour un parti qui, sitôt au pouvoir, trahirait l'exigence de liberté et la soif de responsabilité des Français.

TECHNO-GESTION

Ce sont des mots, dira-t-on, que la réalité se chargera de démentir. Peut-être. Mais l'expérience passée n'est pas encourageante. Observons, en compagnie d'un dirigeant socialiste (2), l'expérience Lip : malgré l'enthousiasme révolutionnaire, malgré la fraternité, ce sont les bureaucrates et les technocrates des partis politiques et des syndicats qui avaient pris en mains les questions de gestion, établissant un projet industriel et négociant avec les banquiers et les industriels le rachat de l'entreprise en difficulté.

Si l'autogestion, c'est remettre la décision aux technocrates de l'entreprise (comme en Yougoslavie) ou aux bureaucrates des partis, ce n'est vraiment pas la peine de miser sur un Parti socialiste qui serait incapable de faire passer ses idées dans les faits.

Oui mais, dira-t-on encore, il n'y a pas que les idées de M. Chevènement ou les analyses de M. Martinet. Le Programme commun existe, qui promet une transformation de structures industrielles et un changement de politique économique et sociale.

Il est vrai que le Programme commun a le grand mérite d'exister, face à l'improvisation giscardienne. Mais c'est bien là le seul qu'on puisse lui reconnaître. Car ce programme est désuet et creux, équivoque aussi puisqu'il résulte d'une négociation entre un parti communiste et un parti socialiste qui divergent radicalement sur une question aussi importante que la réforme de l'entreprise.

DES RECETTES ECULEES

Désuet ? Comment ne pas utiliser ce mot, quand on voit le Programme commun faire de la nationalisation son cheval de bataille ? On sait que l'idée a plus d'un demi-siècle, et que son application (en 1936 comme en 1945) n'a pas répondu à tous les espoirs qu'on mettait en elle. On sait, en particulier, que l'usine nationalisée ne change pas la vie de ceux qui y travaillent, et que sa gestion est confiée à des technocrates qui ressemblent comme des frères à ceux du secteur privé.

Si la victoire de la gauche se traduit par plus de bureaucratie, sans que le peuple ait plus de pouvoirs, à quoi bon la souhaiter ?

Enfin, en matière de politique économique, qu'il s'agisse de lutte contre l'inflation ou de politique de l'emploi, le Programme commun est parfaitement creux. Les recettes qui y figurent sont celles qu'annoncent depuis trente ans les élèves de l'E.N.A., qui les resservent indifféremment aux gouvernements de droite et de gauche. Si la victoire de la gauche consiste à changer une équipe de technocrates par une autre (qui dira la même chose sous un verbiage socialisant) à quoi bon, une fois encore, espérer cette victoire ?

Devant la faillite du libéralisme giscardien, devant les équivoques, les insuffisances et le technocratisme inavoué du Parti socialiste, c'est ailleurs qu'il faut chercher la voie d'une véritable libération.

Yves LANDEVENNEC.

(1) Le vieux, la crise et la neuf. Flammarion éditeur.
(2) Gilles Martinet : L'avenir depuis vingt ans. Stock éditeur.

gauche unie : le dernier tango ?

L'alternative de gauche au giscardisme sera loin de « changer la vie » comme le prophétisent les énarques du P.S. Et en outre, elle n'a aucune chance de se traduire durablement dans les faits.

La gauche en France depuis quarante ans joue à la perfection le rôle du prétendant éternellement éconduit. Et pour cause ! Depuis qu'en 1936 le P.C. est sorti de sa condition de secte ultra-minoritaire pour conquérir une clientèle populaire, toute coalition de gauche est obérée au départ par l'existence de la contre-société communiste.

Le P.C. se veut (ou s'est longtemps voulu) un parti révolutionnaire ne se fiant pas à la légalité bourgeoise et décidé à conquérir le pouvoir par les armes. En outre, sa fidélité à l'U.R.S.S. de Staline lui a valu une solide réputation d'ennemi des libertés. Dans le même temps, son auréole de parti pur et dur, défenseur des humbles, lui obtenait une clientèle fidèle prête à voter pour lui dans la mesure où il était le parti des ouvriers. Cela a permis aux communistes d'être le premier parti de France, mais un parti en marge. Arrivait-il d'aventure dans les allées du pouvoir comme à la Libération qu'il devait donner des gages d'honnête gérant du capitalisme... ce qui n'a pas empêché le S.F.I.O. Ramadier de l'éjecter du gouvernement en 1947, alors que s'installait la guerre froide en Europe.

P.C. : LE DECLIN HISTORIQUE ?

Cette contradiction mine le P.C. de 1976 encore... avec cette circonstance aggravante que son souci de sortir du ghetto l'a amené à fouler aux pieds la fidélité quasi-religieuse à l'U.R.S.S. et aux *« mots de la tribu »* stalinienne (dictature du prolétariat par exemple). De la sorte, il affaiblit la conviction du noyau dur qui a fait sa force... sans dissiper pour autant les méfiances des non-communistes. Pour une fois, M. Giscard a vu juste lorsqu'il a parlé du déclin historique du P.C.

Mais un tel déclin peut s'étaler sur des années, voire des décennies. Et en attendant, le P.C. *« gèle »* un cinquième du corps électoral. Nulle majorité de gauche n'est donc possible sans lui.

Et de fait, les socialistes ont été contraints de s'allier avec les ex-stalinfens. Alliance d'autant plus nécessaire vers 1965, que la vieille S.F.I.O. était en pleine décréoltude et n'avait guère d'autre bouée de sauvetage.

Le génie de Mitterrand a été de prendre appui sur le P.C. pour reconstituer un parti socialiste synthétisant la tradition des notables socialistes, la générosité des chrétiens de gauche et les ambitions des jeunes loups technocrates.

C'est ainsi que se sont intégrés au nouveau P.S. les militants issus de l'Action catholique ou de la Jeunesse Etudiante Chrétienne de même que ceux que la nouvelle gauche soucieuse de « réformes de structures » et un temps séduite par le P.S.U. ou Mendès-France. Quant aux vieux notables S.F.I.O., ou bien ils étaient contraints à vider les étriers comme Max Lejeune ou Jules Moch, ou bien ils se refaisaient une virginité politique à bon compte, tel Gaston Deferre le milliardaire socialiste de Marseille qui ne jure plus (depuis 1972) que par l'autogestion.

Point d'aboutissement de cet aggiornamento de la façade socialiste, la plupart des leaders du P.S.U., Rocard en tête, intégrèrent le P.S. au congrès de Pau en 1975.

Mais cet aggiornamento aurait été inefficace, électoralement parlant, si le P.S. n'avait pas eu la chance d'avoir pour leader l'homme sur lequel la personnalisation de l'union de la Gauche s'était faite aux présidentielles de 1965 et 1974 : le P.C. suspect aux yeux des Français ne pouvait fournir le candidat unique de la gauche.

LE P.S. ALLIE DE LA DROITE ?

Et c'est le P.S. qui est vraisemblablement maintenant le premier parti de France.

Il reste à savoir si son encombrant partenaire n'empêchera pas encore la gauche de franchir la barre des 50 % en 1978. Et même si les maladresses du dandy de l'Elysée entrainent une défaite de la majorité, il n'est nullement dit que les deux partis de gauche gouverneront la France conjointement et longtemps.

Réduit à l'état de moins en moins brillant second du P.S., le P.C. essaie de sauvegarder son originalité en donnant des coups de boutoir hargneux — et d'ailleurs inefficaces — contre le parti de Mitterrand accusé de réformisme. La polémique P.C. - P.S. de l'an dernier en a été un bon exemple... et laisse présager de ce que serait un gouvernement de gauche !

Du coup, les jeunes énarques socialistes qui piaffent derrière Mitterrand risquent fort de le pousser à collaborer avec la droite comme il l'a d'ailleurs déjà fait dans onze gouvernements de la IV[e] République. Assisterons-nous alors à la renaissance d'un ministère d'union nationale, casseur de bolchs et caution de la bourgeoisie libérale avancée ? N'oublions pas après tout que c'est la chambre de Front Populaire qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain et que la chambre de gauche élue en 1956 finit par entériner le retour de de Gaulle aux affaires.

Tel l'horizon, la *« solution »* de gauche recule au fur et à mesure que s'avance l'histoire de la société industrielle, bloquée en France.

Paul MAISONBLANCHE.

NAF

Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris (1er)
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.

Imprimé en France

Ecrivez-nous !

pierre boutang: ponrquoi je suis royaliste

N.A.F. — Pierre Boutang, vous avez été royaliste très jeune...

Pierre Boutang : Dès que j'ai su lire...

N.A.F. — Alors, le Roi, qu'est-ce que c'était pour vous ?

P.B. : Le Roi, c'était ce que me disait mon père. Celui-ci avait une série d'arguments qui sont restés très longtemps les miens. Ces arguments étaient, par un côté, très abstraits (sur le Plusieurs et l'Un par exemple, ou sur la nécessité de l'unicité de la décision). Mais ils étaient liés aussi à sa formation sociale, à l'origine fraîchement paysanne (deux générations avant mon père) de notre famille. C'étaient donc des arguments populaires. Il y a eu aussi chez lui l'influence de l'A.F. à ses débuts, tradition de courage et de refus hardi des Camelots du Roi. Jean Wahl, plus tard, m'a raconté comment il s'est trouvé mêlé à une manifestation des Camelots du Roi contre le transfert des cendres de Zola au Panthéon, manifestation à laquelle participait mon père.

Donc, vous voyez, se superposaient chez moi — telles des strates — des abstractions victorieuses et une histoire singulière, celle des années 1900-1914.

Plus tard, j'ai trouvé une autre forme de monarchisme ou, plus exactement, je suis passé du monarchisme au royalisme. Mais ceci a été difficile. Je l'ai raconté dans une brochure que m'avait demandée Madiran pour le septocentenaire de Saint Louis. J'y disais ceci : « Lorsque j'ouvre le **« Dictionnaire politique et critique »**, lorsque j'ouvre cette **« somme »**, et vais à la lettre L, à Louis, je ne trouve pas le neuvième Louis, je ne rencontre pas le saint. Sans doute cette absence est l'œuvre ou la marque des disciples qui assemblèrent l'ouvrage, et du moment ; sans doute aussi saint Louis est-il moins absent de l'Enquête sur la monarchie... mais ne lésinons pas : Maurras, que ni vous ni moi n'avons jamais eu le goût de renier, ne pouvait **« accentuer »** saint Louis comme il accentue Louis XI et Louis XIV, et même plus simplement le gros Louis VI tout occupé à rendre sûre la route d'Orléans à Paris, pour n'y être pas dévalisé »...

Donc saint Louis, c'est venu plus tard, beaucoup plus tard. Or, et permettez-moi de citer la même brochure : « C'est chez Maurras que j'ai, enfant, appris la royauté. Une royauté qui serait faite pour **« notre temps »**, moderne même — nous ne nous refusions rien — c'est-à-dire justement pour un temps dur, dont la France ne devait pas être la victime. Certes ce n'était pas définitif, cela n'avait pas toujours été ainsi : tous nos raisonnements politiques maintenaient l'exception de la Chrétienté, de **« la seule internationale qui tienne »**, comme nous disions. C'était le passé, l'âge d'or ou de moindre fer, et s'il pouvait revenir nous ne nous demandions pas comment.

Cette Chrétienté-là demeurait abstraite : ni mes aumôniers, ni les professeurs, au lycée, ne m'en disaient plus, sur elle, que Maurras et l'Action française. Elle servait surtout à rabaisser et réfuter les autres internationales, prolétariennes ou pacifistes. Elle n'était pas habitée par saint Louis, ni par le Pauvre d'Assise.

— Le temps n'est pas si dur — me répondait un camarade, fils du maire socialiste de notre ville — nous allons à la paix par l'Internationale...

C'était en 1929, nous avions autour de douze ans, et je nous vois dans la rue où j'allais faire des commissions, où il m'accompagnait, n'étant pas **« fier »**, à la coopérative... La politique, la discussion politique nous prenait tôt — quelque chose d'analogue s'est produit avec nos enfants, à cause de l'Algérie — (ce texte, ne l'oublions pas, a été écrit en 1963, et a une tonalité anti-gaulliste) —, mais nous étions deux cas un peu particuliers, monstrueux : lui comme fils de politicien, race politique ; moi par l'Action française lue dans le dos de mon père, cette Action française qui venait d'être condamnée par l'Eglise. Nous étions ivres de dispute. Il niait que l'on pût encore trouver un sens à ce petit mot de roi ; et je n'allais pas invoquer saint Louis, répondre par saint Louis... Je lui démontrais plutôt que la république, en abaissant le pays, le livrant à l'étranger, était plus passée que le passé, mortelle ; et s'il fallait un modèle, un mythe, c'est la France de Louis XIV qui en fournissait l'essentiel.

Si je revois cette rue de Montaud, et le camarade, qui s'appelait Michel Soulié, avant d'en venir — pour en venir — à saint Louis, c'est parce que j'ai loisir d'y songer ; lui aussi, d'ailleurs. **« Deus nobis haec otia fecit »...** Nous avons tous deux loisir parce que nous sommes battus, par le cours de l'histoire ; lui aux élections, l'autre jour, comme radical, et malgré l'appoint des voix communiste, — c'est clair, il était resté le même, fidèle à l'enfant qui défendait sa réplique — et battu par qui ? Par un Neuwirth, l'Ecole normale étant vaincue par une sorte de marchand de bretelles, mais qui pouvait invoquer Auguste et Louis XIV, ou leur image contemporaine.

Mais battu aussi, l'autre enfant qui lui tenait tête. L'espérance socialiste, pacifiste et républicaine de Michel Soulié avait été écrasée par la guerre, puis par la paix, enfin par le suffrage universel ; mais l'espérance royale, le rêve de la monarchie n'étaient-ils pas plus finement, subtilement raillés : la « monarchie », tout le monde en parle, nous l'avons en France — et d'ailleurs le Pouvoir se personnalise. Et c'est au nom de la raison d'Etat, jadis récitée, célébrée, que vous savez qui emprisonne nos amis et nos frères. Je voulais que l'Etat fût personnel et fort. Il l'est, et je me fâche, je crie à la caricature indigne de ce que j'ai désiré, aimé. Je ne serai donc jamais content ? ».

Cahiers du Cercle Proudhon

REVUE ÉDITÉE ENTRE 1912 & 1913

une rééditlon attendue

« Ces Cahiers que tout militant voudra avoir désormais dans sa bibliothèque » (Gérard Leclerc).

Commande au Centre d'Etudes de l'Agora, 29, av. Trudaine, 75009 Paris. Prix 60 F (franco 65 F). Versements à l'ordre de F. Fleutot : C.C.P. Paris 22.161.92 K.

la n.a.f. n'est pas vendue d souscrivez un abonnen (3 mois : 20

Vous voyez donc que l'argument royaliste évolue selon les moments. Il y a des moments où l'évidence de l'exemple, du modèle, sa nécessité, apparait, et il y a des moments où sa caricature s'impose à nous et c'est du côté de la légitimité pure que nous redevenons monarchistes. Autrement dit, tantôt nous sommes royalistes, tantôt nous sommes monarchistes, voire quelque fois monarchiens.

Royaliste, c'est le plus pur, c'est l'ancien, c'est le sentiment profond. Monarchiste c'est l'appel aux raisons abstraites les plus schématiques et quasi mathématiques dont je vous parlais tout à l'heure, mais cela peut recouvrir d'autres raisons, des raisons tirées des formes vivantes, des raisons biologiques beaucoup plus proches du concret royal.

N.A.F. — En somme, la première monarchie qui vous a séduit est celle de Louis XIV ou de Louis XI...

P.B. — Oui, Louis XIV, dans la mesure ou nous avions l'argument des guerres victorieuses. Nous étions très sensibles à cette monarchie de l'acquisition. Et puis, nous voyions très bien l'aspect décrit par Saint Simon : la mise au pas des ducs, voire à la limite l'union du roi et du peuple contre les technocrates et autres médiocrates intermédiaires.

N.A.F. — Ainsi, votre souci monarchique était commandé par l'impératif de défense de la nation menacée ?

P.B. — C'est cela. Mais pas la nation comme naissance telle que je l'ai comprise ensuite ; la nation comme donné, comme un fait, conception qui mérite les critiques de Bernanos. A la limite, nous voulions que le bébé profite et soit bien gros et nous rejettions l'attitude de saint Louis restituant deux provinces pour demeurer à l'intérieur du droit féodal.

C'est seulement plus tard, lorsque nous sommes devenus royalistes et non plus seulement monarchistes, que nous avons compris comment la monarchie peut être souple, changer, être selon le cas généreuse ou au contraire plus près de ses sous. C'est le régime qui acceuille le mieux le contraire, car il reste le troisième terme, l'arbitre. Finalement, la monarchie est analogue à ce qui au fond de nous modère et dompte les contraires — ce qui nous permet de nous ressaisir sans nous durcir pourtant. C'est vraiment le continu au sens de ce qui se tient de proche en proche et permet d'avancer dans l'histoire.

N.A.F. — Mais alors, est-ce que le royalisme de Bernanos vous est apparu tout de suite ?

P.B. — Je n'ai pas connu dans ma jeunesse, le royalisme de Bernanos. Mais j'ai été bouleversé par les Grands Cimetières sous la Lune et, surtout, j'ai retrouvé Bernanos après la guerre, tout près de sa mort.

N.A.F. — Chez Bernanos, dans les Grands Cimetières, il y a de belles pages sur Jeanne d'Arc, et sur sa réponse au défi d'Hitler...

P.B. : Bernanos était beaucoup plus imprégné de Maurras qu'on ne le croit. Et sa vision de Jeanne en est toute inspirée : l'essentiel c'est le roi. L'erreur apparente du détour vers Reims se justifie, en fait, par la nécessité de magnifier l'énergie représentée par le roi grâce au sacre. Un monarchiste, c'est quelqu'un qui croit à des énergies retenues, qui n'occupent pas l'espace mais qui sont capitales. En somme, Maurras et Bernanos pensaient que le Roi est une fonction plus large, un point de vue éminent qui en englobe d'autres, qui constitue au sommet de l'Etat une réflexion et un arbitrage.

N.A.F. — Vous avez dit un jour à Maurras : le Prince de votre jeunesse, c'était le duc d'Orléans, le mien c'est le Comte de Paris.

P.B. : Le Comte de Paris de ma jeunesse nous apparaissait comme une exigence actuelle de liberté française. C'était une question d'âge et non de style : on aimait bien ce prince moderne, qui pilotait des avions.

Puis est intervenue la condamnation de l'Action française par le Prince : il était triste d'en être arrivé là, car le Prince savait quel était l'apport décisif de Maurras à l'idée monarchique (Il me l'a dit souvent). Mais il constatait que l'Action française avait durci les positions de telle sorte qu'elle lui avait raconté trop de bobards, en particulier sur le nombre de ses militants.

Lorsque j'ai retrouvé le Prince à Rabat, j'ai tenu à lui dire que sans Maurras je ne serais pas monarchiste. Il m'a répondu qu'il le savait bien mais que là n'était pas la question. Et il n'a jamais levé sa condamnation de tout ce qui pouvait assimiler l'A.F. à la cause monarchique. D'ailleurs, l'A.F. disait la même chose... mais, en fait, confisquait plus ou moins la monarchie.

Donc, lorsque j'ai retrouvé le Prince au Maroc en 1941, j'ai pensé que c'était l'homme de notre destin, qu'il allait l'incarner. Ce qui a failli se produire par deux fois : la première à Alger en 1942, et la seconde en 1963-1965. De Gaulle pensait positivement à une succession qui passerait par le Prince, étant convaincu que seul un principe pourrait lui succéder. De Gaulle a restauré l'idée de légitimité en France — mais l'idée seulement, car on voit ce qui se passe maintenant. Il pensait que cette légitimité restaurée devrait être incarnée par le Prince...

Par-delà ces vicissitudes, le Prince demeure disponible. Je ne sais comment une nouvelle tentative pourrait déboucher. Mais ce pourrait être quelque chose comme Henri IV montant à cheval — c'est-à-dire non seulement les chevaux de la radio et de la télévision, mais ceux de la vie, du courage et du pouvoir.

N.A.F. — Vous nous aviez dit que tout régime était un composé de monarchie, d'aristocratie et de démocratie. Avez-vous retrouvé cela à travers votre royalisme ?

P.B. : Oui. A côté de l'autorité au sommet de l'Etat, Maurras insistait sur le rôle de l'aristocratie médiatrice et sur le consentement populaire, de nature démocratique. C'est ce qu'il appelait le Pays réel. Mais il s'agit alors d'un consentement populaire organisé et non d'un consentement populaire atomisé. C'est seulement quand on n'a pas d'autre moyen d'exprimer le peuple que l'on compte les individus par le biais du suffrage universel.

Propos recueillis par
Gérard LECLERC.

s ies kiosques
nt d'essai

spécial vacances

pour une nouvelle citoyenneté

Des notables aux écologistes en passant par les technocrates, chacun a son idée sur la « révolution régionaliste ». Raison de plus pour définir clairement les conditions politiques de sa réalisation si l'on ne veut pas qu'elle s'engage dans une impasse.

Tout un courant du régionalisme, incarné naguère par J.J.S.S., magnifie la région comme instrument d'efficience économique. Nous nous garderons bien de méconnaître cette dimension. Songeons que l'Allemagne, Etat fédéral, est le géant économique de l'Europe grâce à la présence au niveau des Landers, d'autorités politiques puissantes qui sont de précieux interlocuteurs pour les firmes capitalistes. C'est aussi parce que nous souhaitons que la France renforce sa puissance économique que nous sommes régionalistes.

Aussi mais non surtout. Car il serait absurde de voir sous un jour idyllique la vie dans les démocraties industrielles décentralisées comme l'Allemagne ou les Etats-Unis. La crise de civilisation y est-elle moins forte qu'en France ? Les relations humaines y sont-elles moins mutilées par la course au profit et le vertige de manipulation qui saisit les grandes organisations bureaucratiques ? Il ne semble pas, au contraire !

RECREER UNE SOCIABILITE

Le régionalisme doit donc être avant tout le moyen de rétablir des rapports entre les hommes fondés sur le sentiment d'appartenance à une même communauté. Ce sentiment suppose plus de justice dans la redistribution des richesses quantifiables et surtout dans celle des agréments de la vie. Il implique par exemple que le soleil, la verdure et la tranquillité ne soient pas l'apanage seulement des **« beaux quartiers »**. Il exige qu'une grande partie de la population des deux sexes ne soit pas réduite aux interminables trajets domicile - travail - domicile, alors qu'une minorité de privilégiés échappe à ces rythmes et peut donner à ses enfants une éducation perpétuant, en l'aggravant, ce décalage entre les deux France.

A cet égard, il convient de combattre une certaine conception du pouvoir local et régional qui aboutit à aménager l'injustice pour la rendre supportable sans trop de déchirures brutales.

Remplacer un de ces innombrables mouroirs à vieillards, qui font la honte de trop de communes, par une maison de retraite dotée du confort moderne constitue, certes, un progrès. Mais ce progrès est, en même temps, un échec s'il dispense les aménageurs locaux de rechercher les moyens matériels les meilleurs pour éviter de séparer les vieillards de leurs enfants. De même, la profusion de crèches peut être le meilleur alibi pour éluder le problème du salaire maternel.

POUR UN REGIONALISME DE RUPTURE

D'ici quelques mois, la N.A.F. va se lancer dans la bataille des municipales. Avant tout, pour proposer au niveau communal (1) des mesures de ruptures avec le système industriel. C'est ainsi que nous demanderons que les municipalités puissent pénaliser ou avantager fiscalement les entreprises qui refusent ou accordent le salaire maternel pendant un ou deux ans à leurs employées.

De même, nous exigerons que dans le cadre de la procédure des Z.A.C. (Zone d'aménagement concerté), la municipalité impose aux promoteurs de prévoir des logements pour personnes âgées intégrés dans l'ensemble à réaliser.

Mais la campagne que nous mènerons aura surtout la valeur d'une démonstration par l'absurde.

D'abord, parce que la politique telle qu'elle est conçue par les managers des partis est, avant tout, l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde. Ainsi, première conséquence de ce principe inavoué, les municipalités n'ont pas le droit de moduler l'assiette des impôts locaux qui, de toute manière, représentent une fraction très étroite de la fiscalité globale. Et le caractère relativemen étriqué des recettes locales oblige les maires à composer avec les promoteurs qui imposent leurs conditions lors de la réalisation d'une Z.A.C., moyennant le versement de droits forfaitaires destinés à soulager temporairement les trésoreries communales.

Ensuite, parce que cette conception de la politique, loin de résulter d'une sorte de fatalité historique, est directement impliquée par le système de démocratie formelle dans lequel nous vivons.

CONTRE LA REPUBLIQUE DES NOTABLES

Les élus locaux ? Ils sont, la plupart du temps, inféodés à l'un des grands partis politiques se disputant le pouvoir. Ceux de la majorité tiennent absolument à préserver le cadre institutionnel centralisé qui permet à leur candidat présidentiel de se maintenir au pouvoir. Quant à ceux de l'opposition, ils pensent que l'appareil de l'Etat centralisé leur sera bien utile pour abattre la « réaction » lorsque l'Union de la Gauche aura triomphé — de façon précaire ! — aux législatives ou aux présidentielles. Et comme ces partis sont plus ou moins compromis avec les groupes financiers et économiques distributeurs de la manne des campagnes électorales, leurs fideicommis locaux se gardent bien d'entretenir chez les électeurs des réflexes contestataires qui les amènerait à remettre en question les finalités du système industriel.

La révolution régionaliste se fera donc d'abord par en bas, par un rassemblement des forces vives dressées contre les notables.

Mais elle ne se fera pas sans l'aide de l'Etat. Les formidables tensions que la lutte des Français pour la reconquête de leurs pouvoir face aux notables et aux congressistes économiques fera surgir, aboutiraient au chaos s'il n'existait pas une autorité capable de modérer et d'arbitrer les conflits. Encore faut-il que l'Etat, chargé d'exercer ce rôle arbitral, ne soit pas, lui-même, réduit pour des raisons électorales à manipuler les Français à coup de centralisation administrative et de conditionnement des esprits.

Autrement dit, la grande aspiration fraternelle et autogestionnaire qui constitue le meilleur du mouvement régionaliste, suppose que l'Etat soit libéré des partis. Le pouvoir dynastique, ce dérivé direct de l'autorité paternelle seule capable de contraindre et de coordonner sans humilier et asservir, n'est-il pas le garant fondamental de la révolution régionaliste ?

Arnaud FABRE.

(1) Sans préjuger du niveau réglonal qui ne sera pas en cause lors de ces élections, mais qui ne doit être, bien sûr, un lieu de gestion et de décision capital.

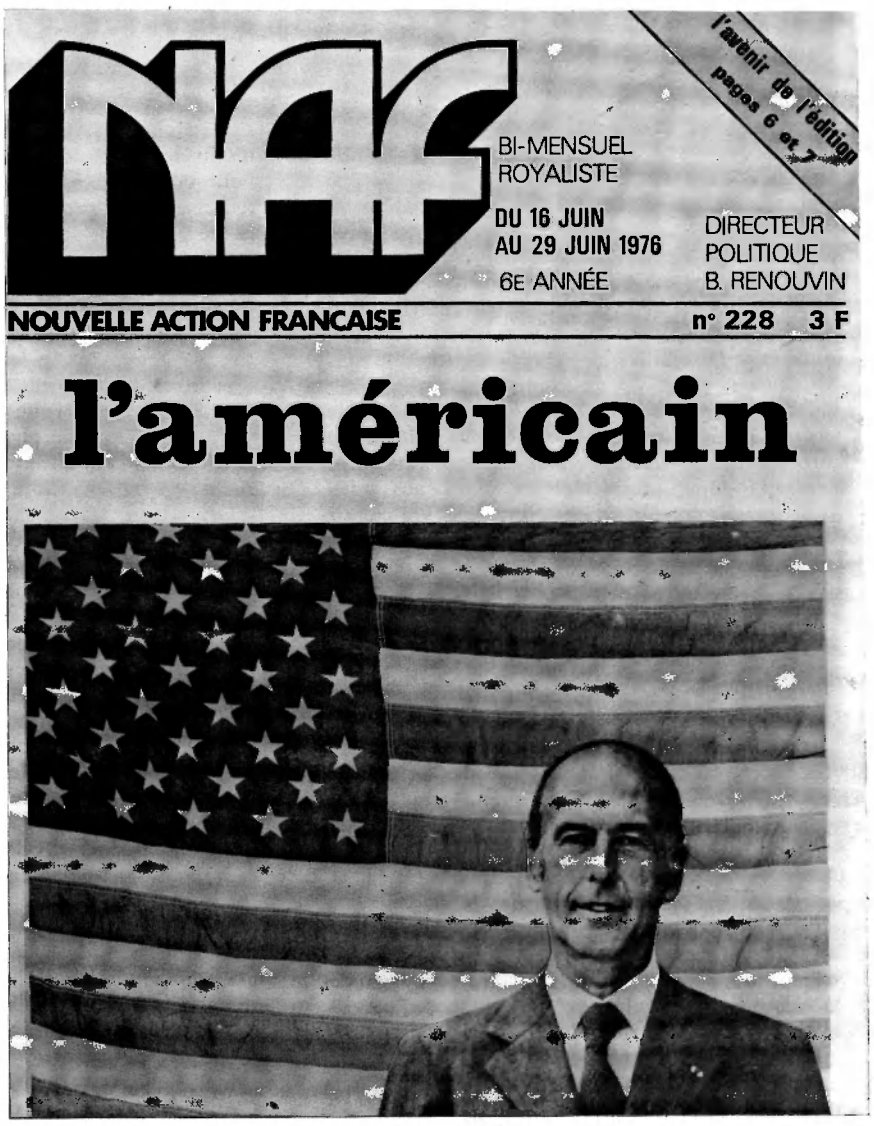
Le cahier n° 4 de l'i.P.N. est paru. Il est consacré à une étude d'Arnaud Fabre sur la région et le pouvoir local. Un instrument de travail indispensable à moins de dix mois des élections municipales.

Franco 12 F.

---

diplomatie

le projet français



De tous les aspects de la politique de nos actuels gouvernants, la politique étrangère est sans doute le domaine où ses applications se sont révélées les plus néfastes.

Et ce se sont pas les fastes de l'accueil londonien réservé au 3e président de la Ve République qui changeront quelquechose aux reculades de la diplomatie giscardienne. L'étape de Londres n'a guère constitué en effet qu'une visite d'apparat, tout à fait dans le style giscardien : brillant de façade, mais ne renfermant rien qui fasse apparaître une réelle volonté politique française.

Et pour cause ! Tantôt M. Giscard est tenté par une vague imitation de l'attitude gaulienne en matière d'indépendance nationale destinée à flatter l'U.D.R. sans quelle corresponde pour autant à un projet sérieux. Tantôt l'ancien chef des *« RI's »* est repris par les démons atlantistes et américanophiles de la droite et du centre apatrides.

Cela donne au pire les déclarations du Général Méry, avalisées par le chef de l'Etat sur la nécessité de la solidarité militaire atlantique. Alors l'armement nucléaire, condition d'une défense vraiment moderne et efficace, se trouve sacrifié au profit de conceptions par trop usées, destinées à satisfaire cette *« bureaucratie galonnée »* tant décrite. Le retour vers l'Otan, d'abord déguisé apparaît désormais clairement. Cela signifie la « reconnaissance » des blocs et la soumission de la France à cette conception.

L'Amérique jubile ; avec Giscard, nous voici *« normalisés »*. Et la tête basse, honteuse de son escapade de près de 18 ans, la France réintègre le camp américain.

UNE DIPLOMATIE FUTILE

Giscard semble-t-il un instant jouer le jeu national ? Il le gâche aussitôt par sa futilité. Il était bon que le chef de l'Etat aille en Algérie et au Maroc, pour resserrer les liens avec deux pays qui, par-delà les drames de la décolonisation, demeurent si proches de nous. Encore faut-il que les ambassades françaises exploitent sur le terrain le succès rencontré. Mais le personnel diplomatique qui les peuple, apparemment échappé d'un roman de Roger Peyreffite, en est bien incapable. Et M. Giscard ne fait rien pour remédier à cette situation.

De même, il est bon que la France, dépourvue d'ambition impérialiste à l'égard des petits pays et membre de la communauté méditerranéenne, propose sa médiation dans l'atroce drame libanais. Mais pas de la Louisianne comme l'a fait M. Giscard au risque énorme de faire figure de porte coton des Etats-Unis !

La futilité et la versatilité expliquent d'ailleurs en bonne partie l'européo- atlantisme giscardien. Alexandre Sanguinetti semble avoir trouvé l'explication psychologique du giscardisme lorsqu'il écrit dans son dernier livre (1) que nos gouvernants *« fuient vers l'Europe parce qu'ils ne se sentent plus capables d'assumer leurs responsabilités nationales »*.

UNE INCONSTANCE D'ETERNEL CANDIDAT

Le jeu d'une France chef de file des moyennes nations, tel que l'avait défini Maurras, dans Kiel et Tanger, et tel que de Gaulle avait tenté de l'appliquer, est certes réalisable : le discrédit dont souffrent les Etats-Unis, les échecs de la diplomatie soviétique, notamment au Moyen-Orient, ont en quelque sorte relativement *« dévalué »* les deux Grands. Il n'en reste pas moins que la diplomatie française doit se mouvoir dans un monde clos où le no man's land politique n'existe plus et où toutes les puissances importantes dans tous les points chauds se marquent les unes les autres. Des succès français ne peuvent être obtenus qu'à l'issue d'un jeu serré où la patience du rongeur est la qualité primordiale. Il en va ainsi dans la difficile partie engagée entre Américains, Etats-mirage producteurs de pétrole style Koweit qui leur sont inféodés, pays pétroliers cherchant à créer chez eux une société moderne (Algérie, Iran) et le reste des Occidentaux. La France aurait pu mener une action originale en essayant de dissocier une partie des Occidentaux de Washington et une partie des pays pétroliers de Ryad.

Elle a préféré convoquer une spectaculaire conférence à Paris en 1975 qui a échoué lamentablement. Il faut dire que Giscard, éternel candidat face à la gauche, préfère les gestes tonitruants et sans lendemain au travail peu reluisant, mais efficace du termite. Electoralement, c'est plus payant.

LA CONTINUITE SUPPOSE LA DYNASTIE !

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que l'hôte de l'Elysée ne médite plutôt qu'une politique d'Indépendance nationale trop dure à mener pour lui une relance du vieux mythe européen ou atlantiste qui a bercé toute une partie de la classe politique. Le rêve du grand marché et l'ombre de Charlemagne fourniront une auréole de drugstore au Président, le temps d'un septennat. Et tant pis si cette chimère débouche sur l'anarchie politique en Europe, la prédominance des multinationales sur l'économie française et la dépendance accrue de notre pays à l'égard du capitalisme d'outre-atlantique.

Du moins, les palinodies et la démission giscardiennes ont-elles un mérite : celui de faire ressortir les inconvénients mortels d'une absence de continuité dynastique en matière de politique extérieure. Lorsque le Prince de par la durée de son pouvoir et le caractère familial de la transmission de ce pouvoir travaille à l'horizon de dix, vingt ou trente ans il est accordé au rythme naturel d'une diplomatie française dans un monde de plus en plus complexe et dur.

M. Sanguinetti avoue : *« Je demande un homme d'Etat, un vrai. Je ne le vois pas (1) »*.

Pour nous royalistes, un tel homme existe. C'est celui que l'histoire et sa personne même imposent comme le rassembleur des Français et le garant d'une volonté politique nationale, indépendante, originale, toujours soucieux de bien et de la sécurité du pays, et de cela seul.

Jean PLISSIER.

(1) **Une nouvelle résistance**, Alexandre Sanguinetti (Plon).

oui, je suis un royaliste baroque

par gérard leclerc

Royaliste aujourd'hui... Il paraît que cela fait baroque ! Baroque, après tout, pourquoi pas ? Si j'en crois Duvignaud, le baroque a signifié à l'aube de l'ère bourgeoise l'explosion de la vie, l'exhubérance des forces d'imagination et de création. Après, allait s'abattre sur notre civilisation technicienne, industrielle, la nuit de la tristesse, la morale renfrognée, puritaine, du profit, la raison étriquée du technicien enfermé dans ses sphères hermétiques. En sommes-nous sortis ? Tout conspire à nous dire que oui. Je suis absolument persuadé du contraire.

Notre société a paru « s'éclater » du côté de la libéralisation des mœurs, de la permissivité. C'est pur mensonge. Jamais, nous n'avons été plus enfermés dans nos stéréotypes, dans nos schèmes de conduites. Faut-il détailler, vraiment ? Sommes-nous libres dans nos façons d'aimer, par exemple ? Bonne blague !

LA SOCIETE DE MANIPULATION

Notre civilisation ne s'épanouit certainement pas du côté du baroque. Du côté du libéralisme avancé et de la social-démocratie réunis, peut être. Mais c'est très différent. Un cinéaste danois, Henrik Stangerup qui écrit également de bons romans, nous met en garde : libéralisme avancé ou socialisme dans la liberté signifie manipulation, totalitarisme d'autant plus subtil qu'il est raffiné, s'impose par des méthodes de coercition douce.

Le philosophe Michel Foucault, qui n'est certes en rien royaliste, a eu le mérite singulier de nous montrer comment notre corps social est investi par une technologie, c'est-à-dire une science du pouvoir où le pouvoir, dépourvu de la marque du potentat, prétend s'imposer par sa pure rationalité, sa force d'évidence, son anonymat rassurant. La technocratie n'a jamais prétendu s'imposer comme une tyrannie, celles d'hommes supérieurs, mais par sa seule évidence, son efficacité imparable, qui ne venaient pas des individus, mais de la force souveraine de la science, économique de préférence.

Cette merveille raisonnante, ce chef-d'œuvre de rationalisme sont à mille lieues de l'exubérance baroque, de l'éclatement des forces de vie, du bel et bon anarchisme. Celui qui, infidèle son étymologie, signifie épanouissement des virtualités multiples de l'être, dans la fidélité aux principes et non dans leur négation. Nous sommes bien plutôt dans la conformité au modèle que Hegel a construit et qui définit admirablement le totalitarisme moderne. Pour le définir d'un mot, on peut écrire que l'Etat coïncide rigoureusement avec la société, que celle-ci ne possède plus d'autonomie ou de vie propre. C'est le Léviathan, qui, non content d'absorber la réalité physique du corps social, est investi du pouvoir spirituel absolu. On ne voit pas pourquoi la technocratie s'arrêterait en si bon chemin. Elle prétend avoir résolu les aléas de la conduite de l'économie. Pourquoi, demain, ne répondrait-elle pas rigoureusement aux problèmes de conduite morale de la vie privée ou de la vie sociale ?

LE ROI POUR LA JUSTICE ET LA LIBERTE

Donc, volontiers j'accepterais la prétendue injure : baroque ! Royaliste, je suis en effet baroque parce que contre le rationalisme étriqué, j'en appelle au soulèvement de la vie, à la résurgence des libertés, à la révolte des citoyens contre l'Etat-tout, le totalitarisme physique et moral. Mais que vient faire le roi dans cet appel libertaire, rétorquera-t-on ? Ne suffit-il pas d'être démocrate ?

Démocratie est un mot piégé. Positivement, je lui trouve deux acceptions convenables : soit il fait appel au sens des libertés, à l'initiative concrète des citoyens à la base, soit il signifie le nécessaire consensus social par quoi s'affirme une communauté, sans lequel elle se dissout. En dehors de cela, le mot est suspect, il renvoie aux rêveries les plus dangereuses de Jean-Jacques Rousseau, à son idée informe de volonté générale dont se sont emparés les Robespierre, les Hitler et les Staline pour asseoir leur dictature personnelle, d'autant plus implacable qu'elle s'affirmait expression même de la vox populi. C'était pure imposture. La première règle de la grande politique veut qu'il y ait une distinction rigoureuse entre le consensus populaire et l'autorité responsable. Confondues, l'une et l'autre n'ont plus de réalité, elles sont annulées. Le peuple n'existe que s'il a quelqu'un en face de lui, qui ne prétend pas se substituer à lui, réaliser sa pure volonté, mais se distingue suffisamment de lui pour que sa liberté ne soit pas vaine.

Mais qu'est-ce que la liberté en politique ? C'est un pouvoir qui est en relation avec d'autres pouvoirs, et qui court le risque d'entrer en conflit avec l'autre que lui. D'où le problème de la justice qui résulte de la concurrence des libertés. Présicément l'exigence de justice fonde l'essence du politique, est un appel irrépressible à une autorité distincte, supérieure, arbitrale. Mon royalisme n'est rien que la réponse à cette exigence. Royaliste, parce que citoyen, je veille farouchement sur ma liberté, je me rebelle contre toute entreprise étatique qui me déposséderait. Dans le même mouvement, j'en appelle à un interlocuteur qui est mon garant, qui me protégera de l'emprise des féodalités, des puissants, des riches. C'est dire que la justice sera toujours du côté du pauvre et que l'autorité ne sera légitime que si elle repose sur un pacte mystérieux avec la puissance qui ignore le fardeau des servitudes de ce monde et de ses fausses grandeurs.

LE SOUCI MONARCHIQUE

Voilà qui ne nous sort pas du baroque. Mais ce baroque là est le défi lancé au gros animal, pesant, géométrique, le Léviathan moderne. Ce défi s'incarne dans une personne, non pas parce que c'est telle personne, brillant de toutes les qualités et vertus. Mais parce que né d'une famille marquée par l'histoire, elle a son destin confondu avec celui du pays, l'heur et le malheur de ses peuples.

Voila qui réclame une sérieuse révision de tous les concepts en cours. Révision de l'idée que toute position se mérite, se gagne par concours, que la meilleure décision est celle qui se prend aux voix. Révision de l'idée inavouée que l'argent est le facteur déterminant du cursus honorum. Révision enfin de l'idée qu'une aristocratie de managers gouvernera demain le monde sans partage.

Allons fièrement jusqu'au bout du baroque : le roi c'est l'être voué entièrement, sacralement à son peuple, un peuple qui en échange lui voue fidélité. Pour comprendre cela, on reviendra à l'élaboration du concept de souci par Heidegger, auquel Pierre Boutang a donné son illustration politique. La politique du roi n'est pas une science ou une technique, elle s'enracine dans les sentiments les plus fondamentaux qui sont au cœur de la condition humaine. Le roi de sa naissance à sa mort n'est rien que le souci d'un peuple pour sa survie, ses bonheurs, sa liberté. L'exigence de justice n'a de répondant que dans le souci le plus authentique, celui porté par un homme qui le porte comme sa vie même.

Gérard LECLERC.

gérard leclerc

UN AUTRE MAURRAS

« En 1968, il aurait eu cent ans ! Pour certains, dont Gérard Leclerc, ce fut la révélation.

Maurras éclairait le sens du Mai révolutionnaire, ce fut l'amorce d'une nouvelle lecture de l'auteur de l'« Avenir de l'Intelligence ».

C'était un « autre Maurras ». Un autre, parce que différent de l'image que ses ennemis et même ses amis s'en faisaient. Plus vrai, parce que fidèle à un secret et à un destin.

Voici, dans sa vraie stature, ce philosophe politique dans son dialogue avec ses pairs, Marx, Comte ou Nietzsche et son appel aux générations qui veulent un projet de civilisation pour leur temps ».

32 F franco

royaliste parce que loyaliste

« Mon action... s'adressera désormais indistinctement à tous les Français ». (Henri, comte de Paris, 7 novembre 1947).

Le royalisme est une nécessité, une triste nécessité qui signifie l'absence du Roi.

Mais nous finirons bien par lui substituer le loyalisme. Le loyalisme, ce sera l'amour populaire, le consentement permanent à l'institution monarchique, d'où dérivera la seule et véritable autorité.

Je suis royaliste, parce que j'ai horreur de tous les totalitarismes, qu'ils soient d'inspiration marxiste ou nationaliste. Je suis royaliste également, parce que je refuse un régime où l'argent commande aux hommes, ce qui n'est au fond qu'une autre forme de dictature.

La chance et le bienfait de la royauté française, c'est que l'Institution n'est pas un monstre froid, mais une famille, un homme.

Je suis royaliste, parce que je ne crois pas à « l'homme providentiel », — si génial soit-il —, mais je crois à « l'homme-institution » qui dure et continue au-delà des septennats...

LE DEVOILEMENT

Au cours d'une longue série d'articles (1), nous avons démasqué les ornières du royalisme et clairement perçu l'opposition irréductible des *loyalistes* et des *ultracistes.*

Je suis royaliste-loyaliste. Je m'oppose aux royalistes - ultras, comme à tous les fascistes, staliniens et intégristes du monde, qui condamnent tout et toujours au gré de leurs idéologies, humeurs ou haines. ils méconnaissent l'essentiel de la politique qui est art et relativité.

Parce qu'ils se défient *a priori* du Prince et des peuples, les *ultras* ne sont pas des royalistes. En revanche, bien des citoyens — indifférents ou hostiles à la royauté — sont si proches d'elle, qu'ils réalisent avec nous — peut-être sans le savoir — les conditions de sa réalisation. *« Notre époque est une période de dévoilement »*, disait récemment le comte de Paris.

D'ailleurs, en retraçant l'histoire du royalisme, nous avons vu combien la prise de conscience fut lente, combien la présentation de la Monarchie fut toujours contingente et plus ou moins bien adaptée aux différentes époques.

C'est le duc d'Orléans, Philippe VIII, qui donna la première impulsion au vrai mouvement royaliste populaire. Il ne s'agirait désormais plus de *restaurer*, mais d'*instaurer* la monarchie. Le modèle du royalisme reste à inventer pour chaque époque.

S'appuyant sur la *Jeunesse Royaliste* ou sur la « première » *Action française*, le Prince savait jouer à la fois de l'autonomie des mouvements et du Prétendant, des événements du pays et des requêtes des Français.

Par des prises de conscience consécutives, la royauté montra qu'elle n'était pas liée à la Droite, à l'Eglise, à l'antisémitisme, ni au capitalisme, et qu'elle ignorait la « politique du pire ».

Surtout, dans une France divisée par ses institutions politiques, la monarchie pouvait apparaître sous son vrai jour : la réconciliation nationale. Il est vrai que les Princes ont dû sans cesse, contre l'éternelle tendance des royalistes, rappeler cette évidence que la monarchie n'est pas un parti.

« Dans ce monde mouvant et dangereux qui est le nôtre, l'unité, l'unité politique de la nation, reste une obligation fervente ». En achevant ainsi son dernier *Bulletin* (2), le comte de Paris redit pour notre temps la même vérité. Et puisque seule la monarchie peut assurer cette unité par l'arbitrage, la justice et la continuité, le Prince réaffirme : *« Ma position personnelle est d'être disponible et au service de mon pays »* (3).

LA PLACE DU ROYALISME

J'ai expliqué ailleurs (4) jusqu'où le Prince a poussé la logique de *l'évidence commune :* parce qu'il n'est pas un chef de parti, le Prince n'est pas même le chef des royalistes.

Ceci — que des esprits rompus aux divisions ont du mal à comprendre — s'explique à la fois par la tradition capétienne et par les leçons de l'histoire du royalisme.

— Les royalistes de la fin du XIX[e] siècle, faute d'une doctrine clairement établie, vivaient de compromis et d'alliances plus ou moins ambigus. Encore les idéologies n'avaient-elles pas élevé de barrières ni creusé de fossé sans retour ; encore également les royalistes vivaient-ils sur le fond de *l'évidence commune* et se référaient-ils au Prince.

— L'expérience des années 30 montra l'inverse : une doctrine qui ne souffrait plus aucun dialogue, ni aucun regard des Princes quant à ses déviations.

La grande décision n'intervient cependant qu'après la guerre : c'est l'innovation du Comte de Paris, devenu prétendant en 1940. Et la guerre avait donné deux leçons essentielles.

— D'abord le démantèlement — en tout ou partie — des organisations royalistes fait apparaître chez les militants royalistes des engagements sur l'ensemble de l'échiquier.

Le royalisme permettait-il donc toutes les positions ? ou bien le royalisme n'était-il qu'une teinture sur des citoyens profondément liés aux controverses et solidarités de tous les Français non royalistes ?

— Ensuite, la vacance du pouvoir à Alger en 1942-43 illustre les aléas d'un pouvoir faible. En cas de crise, et grâce à quelques complicités, l'Etat se donne à l'homme du recours, connu pour sa compétence et prêt à servir la France dans toutes les siutations. Et il n'est pas de meilleure propagande pour la Monarchie que la participation du Prince aux affaires de l'Etat français.

REPLACER LE ROYALISME DANS LA NATION

En renonçant à organiser les royalistes en 1947, le Comte de Paris libère à la fois le Prince et les royalistes. Nul ne jugera plus le Prince d'après les royalistes, car il n'en est pas le chef ; il s'adresse à tous les Français indistinctement, et il travaille à montrer la nécessité du principe qu'il incarne, notamment *« en ne prenant pas parti pour ce qui divise et détruit la nation, mais en portant témoignage de ce qui l'unit et exalte son âme collective »* (5).

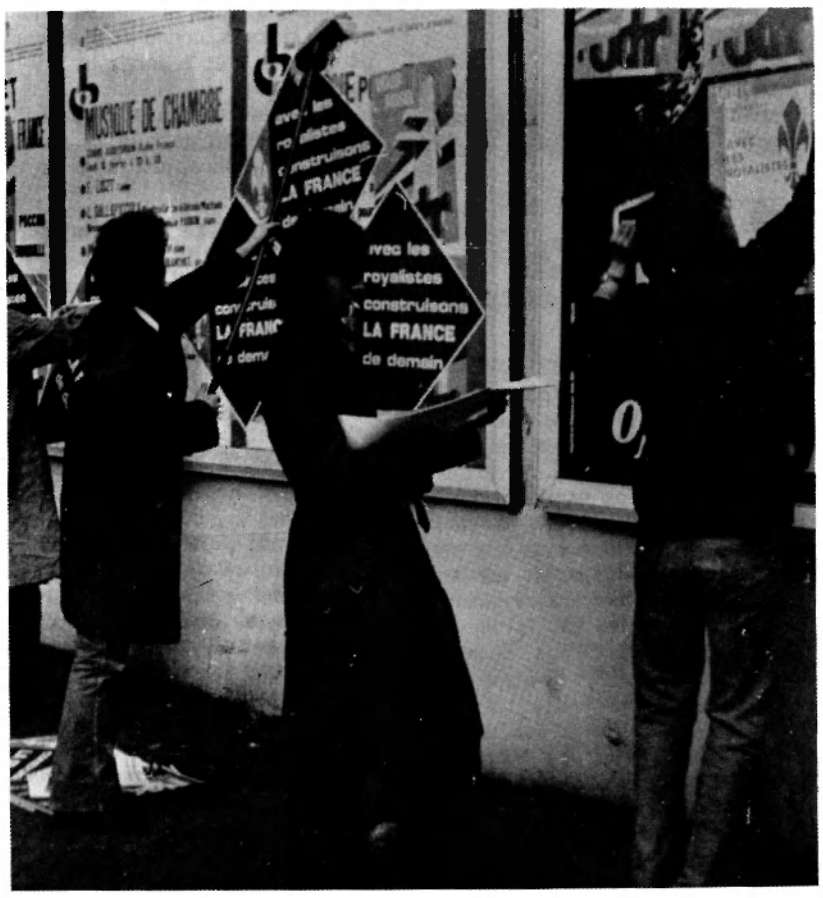
Quant aux royalistes, ce sont des citoyens à part entière, préparant par toute leur vie le recours de la nation auprès du Prince. L'autonomie des royalistes permet une diversité de tendances en leur sein, pourvu que soient saufs la règle et les principes essentiels du royalisme : le loyalisme et l'évidence commune, en particulier.

Le Comte de Paris a repris la démarche des Capétiens ; il a tracé à nouveau la route et donné l'orientation. Que l'événement et la volonté des Français fassent le reste. Le Prince a joué son rôle de prétendant pour notre temps : en redisant l'essence vraie de la royauté pour mieux montrer ce que pourrait être encore la vie de la nation accordée au fait monarchique, il a réinséré la Royauté dans la problématique contemporaine ; en lui redonnant l'autonomie, il a replacé le royalisme dans la nation, faisant de lui l'apprentissage d'une nouvelle citoyenneté.

Ph. VIMEUX.

(1) Cf. N.A.F. n° 224 à 229 (les six numéros 10 F franco).
(2) 18 janvier 1967.
(3) 11 juillet 1975.
(4) Le Comte de Paris ou la Passion du présent, (Editions de l'Agora) (29 F franco).
(5) 9 juin 1952.

la n.a.f. en mouvement



LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

- **diffuse les idées royalistes .**
  - **— des brochures**
  - **— des livres**
  - **— un bi-mensuel : la N.A.F.**
  - **— une « lettre » bi-mensuelle.**
- **constitue un lieu de réflexion sur les problèmes de notre temps**
  - **— cercles d'études**
  - **— sessions de week-end**
  - **— camps d'été**
  - **— groupes d'études spécialisés.**
- **tisse un réseau militant implanté dans toute la France**
  - **— lieu d'échanges et de rencontres rassemblant des**
  - **— soutien financier et matériel de la N.A.F.**
    personnes venues de tous les horizons
  - **— centre de propagande et d'action royaliste.**

numéro spécial vacances

La N.A.F. a, pour l'instant, pris ses « quartiers d'été » et le numéro du journal que vous avez entre les mains, est un numéro spécial qui sera diffusé pendant tout l'été. Notre parution reprendra d'une manière normale avec le numéro 231 qui paraîtra le 15 septembre.

La lettre de la N.A.F., réservée à nos seuls abonnés continuera à paraître pendant les vacances mais à un rythme plus réduit (dates de parution prévues : 28 juillet, 18 août et 8 septembre).

L'effort de propagande de nos amis doit porter principalement sur la diffusion massive de ce numéro spécial qui est un outil efficace pour mieux faire connaître la N.A.F., et conquérir de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés. Tous ceux qui soutiennent notre effort doivent avoir à cœur de participer à sa diffusion, en nous commandant au tarif suivant :

1 ex. :	3,50 F
5 ex. :	15,00 F
10 ex. :	28,00 F
20 ex. :	50,00 F
50 ex. :	100,00 F
100 ex. :	180,00 F.

Commandes et règlements sont à adresser à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, C.C.P. Paris 193-14 Z.

pourquoi s'abonner à la n.a.f. ?

Tout d'abord pour **nous rendre service.** Les abonnements sont pour nous une assurance sur l'avenir et une certitude de vente qui nous permettent de faire des prévisions, d'établir notre budget et de réduire les aléas d'une entreprise comme la nôtre. Mais, pour vous aussi, l'abonnement présente de nombreux avantages :

— La N.A.F. n'étant pas pour l'instant en vente dans le circuit commercial normal, il est souvent difficile de se la procurer régulièrement. L'abonnement, c'est la **certitude de la régularité.**

— Outre la N.A.F. bi-mensuelle, nos abonnés reçoivent une semaine sur deux, en alternance, une autre publication « La lettre de la N.A.F. » — **strictement réservée à nos abonnés.** Cette dernière comporte un éditorial qui dit l'essentiel sur le principal sujet d'actualité de la semaine, des informations significatives de la vie politique, économique ou sociale, des nouvelles en « **avant-première** » sur la vie du mouvement royaliste, enfin la rubrique « **données** » qui a pour ambition de synthétiser, en une page, les aspects essentiels d'un problème important.

— L'abonnement constitue enfin **une économie** non négligeable en raison de son tarif très modeste. Le prix de l'abonnement n'équivaut même pas au prix de vente au numéro bi-mensuel, alors que nos abonnés reçoivent en plus tous les quinze jours « La lettre de la N.A.F. ».

L'abonnement à la N.A.F., bien qu'il n'implique aucun engagement vis-à-vis du mouvement, permet au lecteur intéressé par notre combat de nous fournir un soutien intellectuel — et financier ! — appréciable, tout en y trouvant pour lui-même un avantage certain.

Alors, n'hésitez pas ! Vous trouverez dans ce numéro un bulletin d'abonnement qui vous donnera toutes les indications pratiques nécessaires.

Bertrand Renouvin

LE DÉSORDRE ÉTABLI

Lutter/Stock 2

« ... le livre se présente tout d'abord comme un brulot contre la droite et le capitalisme... c'est ensuite au tour de la gauche de « l'espérance détournée ». Critique de l'U.R.S.S., du révisionnisme, du programme commun « incolore et sans saveur », des communistes « révolutionnaires en peau de lapin » et évocation émue de Mai 68. Renouvin brouille les cartes et, telle la chauve-souris qui montre ses poils après avoir produit ses ailes, il s'efforce de nous faire conclure : tiens, il est gauchiste... Pour aussitôt rebondir en une nouvelle pirouette : critique du gauchisme, bloqué, récupéré, impuissant. Car, comme l'indique le titre d'un de ses chapitres, Renouvin prétend se situer « au-delà des clivages »... ».

Politique Hebdo, 29-1-75.

« ... l'on achève de se convaincre que la double critique de la droite et de la gauche ne mène M. Renouvin en aucun des points de l'éventail politique où elle aboutit traditionnellement : ni au centre, ni à l'extrême gauche, ni à l'extrême droite. A l'instar de M. Michel Jobert, la Nouvelle Action Française s'efforce d'être « ailleurs ».

Bernard Brigouleix, **Le Monde**, 19-1-75.

« Bertrand Renouvin, auteur du **Désordre établi**, a été candidat à la dernière élection présidentielle. Ce jeune homme à l'allure sage et au verbe scintillant appartient à un petit groupe qui ne manque pas d'intérêt sur le plan intellectuel : la Nouvelle Action Française. Cette dissidence du royalisme traditionnel se caractérise par une critique vigoureuse de la gauche, mais sans doute encore plus de la droite... ».

La Croix, 20-1-75.

« ... Plume trempée dans le vitriol, style parfois brillant, il s'en prend d'abord à une droite bornée (qui n'est bien sûr pas la sienne) ou plutôt « aux droites »... paradoxalement Renouvin utilise ensuite les arguments favoris de cette droite qu'il répudie pour s'attaquer à la gauche... Souvenèz-vous de Renouvin à la télé lors de l'émission de Pivot sur la Droite. C'est lui qui faisait figure de gauchiste, plus encore que Chevènement, moins osé et moins virulent. Jeune, acide, mais rassurant, contestataire mais posé. Voici le nouvel aristocrate « new look » des années à venir. ».

Libération, 28-1-75.

30 F franco

la n.a.f. en mouvement

5 ANS DE COMBAT

« N.A.F., cinq ans de combat », **un recueil d'articles de la N.A.F. journal qui retrace les grandes étapes de notre action depuis cinq ans.**

Pourquoi ce choix d'articles de la N.A.F. ?

Certainement pas par complaisance envers nous-mêmes : la relecture des collections d'un journal est une rude épreuve où les fautes et les erreurs — tant de forme que de fond — sautent aux yeux immédiatement.

Il reste cependant que ces articles marquent les moments de recherche et les épisodes de combat qu'il serait regrettable d'oublier : les uns comme les autres expliquent pour une part le présent, en même temps qu'ils font justice d'un certain nombre de vieilles calomnies. Ainsi au moment où la N.A.F. fête son 5e anniversaire, ils racontent une partie de son histoire.

Un livre utile et qui vient à son heure.

32 F franco

adhérer

• **Adhérer au mouvement, c'est concrétiser son accord avec les idées fondamentales de la N.A.F.**

Matériellement, adhérer consiste à approuver puis signer un formulaire de **déclaration fondamentale**, sorte de charte où sont réunis et résumés les principes politiques minima indispensables à l'accord avec notre mouvement. Après acceptation par la Direction, l'adhérent s'engage à verser une cotisation régulière et à respecter la discipline du mouvement.

Pourquoi adhérer ? Au moins pour trois raisons :

— l'adhésion formalise un accord intellectuel : elle nous permet de mesurer notre force et de mieux connaître ceux à qui nous pouvons faire confiance ;

— l'adhésion est une offre de service : elle suppose une disposition d'esprit et de cœur à donner de son temps comme à faire profiter de ses compétences, bien évidemment dans la mesure de ses possibilités ;

— l'adhésion assure l'auto-financement du mouvement grâce aux cotisations régulières : elle est le garant de notre indépendance et de notre fonctionnement correct.

Le désir d'adhérer au mouvement est matérialisé par une **demande d'adhésion** à remplir et signer en même temps qu'est versée la première cotisation mensuelle.

Cette cotisation est fixée à 2 % du revenu avec un minimum de 5 F.

Les cotisations peuvent être versées au trésorier des sections, soit au siège central, soit encore par ordre de virement automatique aux banques ou aux chèques postaux.

Les demandes d'adhésion et les formulaires de virement automatique sont à votre disposition. Il suffit de nous écrire.

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
désire recevoir une demande d'adhésion au mouvement.
Bulletin à retourner à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Tous les lycéens et étudiants lecteurs de la N.A.F. sont conviés à participer à cette session qui aura lieu du mercredi 1er septembre au soir au samedi 11 septembre au soir en Bretagne, près de Ploermel. Destinée à la fois à établir un bilan de la dernière année universitaire et à fixer les orientations de notre action pour l'année à venir, cette session sera profitable à tous. Les Isolés comme les militants et sympathisants déjà intégrés à un groupe y trouveront à la fois un approfondissement doctrinal et l'apprentissage ou le perfectionnement des techniques plus concrètes de la propagande et de l'action en milieu universitaire. Une documentation plus complète est à votre disposition ainsi que les bulletins d'inscription, il vous suffit de nous écrire (ou de nous téléphoner : 742-21-93) pour vous les procurer. Faites-le tout de suite. Vous ne le regretterez pas !

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : ..... **Prénom :** .....

Adresse : .....

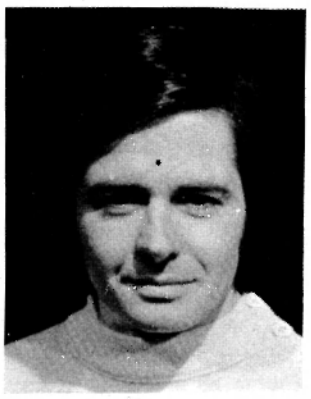
Profession : ..... **Année de naissance :** .....

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS

éditorial



par bertrand renouvin

constat de faillite

Qui peut nier, aujourd'hui, la faillite du giscardisme ? Peut-on encore croire, après deux ans d'expérience, à la volonté réformatrice du Président de la République qui avait pourtant promis de « conduire le changement », de transformer la France en un « vaste chantier de réformes » ? Peut-on encore défendre la petite caste désinvolte qui fait semblant de nous gouverner en songeant, avant tout, à la défense de ses privilèges et de son argent ?

Le bilan est éloquent, et le mécontentement immense. Car le voile s'est déchiré : derrière le brillant des discours, derrière les pitreries qui n'amusent personne (comme ce dernier Noël à l'Elysée), derrière les gestes spectaculaires et maladroits (le drapeau de l'Elysée marqué d'un faisceau) se révèle le néant d'une politique.

Bien sûr, nous avons eu quelques réformes, comme la loi sur l'avortement, permettant de faire l'économie d'une politique de la famille, ou l'abaissement de la majorité à dix-huit ans censée résoudre les difficultés des jeunes Français. Ne parlons pas de la timide réforme des plus-values, qui se trouve vidée de sa modeste portée...

JOURS DE COLERE

Triste bilan, marqué du signe de l'illusoire ou sanctionné par l'échec. Mais profond mécontentement qui va, parfois, jusqu'à la révolte.

L'été dernier, c'était la Corse, excédée par la centralisation, ulcérée par les provocations policières. Ce fut ensuite la colère des vignerons et le sang qui coula dans le Midi. Puis les étudiants qui descendirent dans la rue contre la sélection par l'argent et la perspective du chômage.

On peut déplorer ces violences et ces désordres. Mais il faut comprendre qu'elles sont l'unique recours face à un pouvoir sourd à toute exigence de justice. Ce qui promet de nombreux jours de colères dans les mois à venir puisque la plupart des catégories socio-professionnelles passent à l'opposition, comme les cadres ou certaines fractions du patronat mécontentes des improvisations giscardiennes. Sans compter, bien sûr, les millions d'ouvriers et d'employés qui subissent, en première ligne, le contre-coup de la politique économique du gouvernement.

Tous les Français savent que, malgré les courbes en hausse et les statistiques optimistes, la crise est loin d'être terminée. La persistance de grèves longues et dures en est la meilleure preuve, avec, comme exemples particulièrement significatifs, Triton à Bagnolet (17 mois d'occupation), Idéal-Standard (21 mois), Chaix (19 mois), La Siccna à Saint-Malo (1 ans), Le Parisien Libéré (16 mois), Hélio-Lorraine (1 an), Chauffour à Vitry (17 mois) etc... Ici, la « société libérale avancée » montre son vrai visage.

Elle démontre également son incapacité à vaincre l'inflation et le chômage. En matière de prix, il suffit de citer un seul chiffre : entre mai 1972 et mai 1974 les prix avaient augmenté de 22 % ; depuis mai 1974 (victoire de Giscard) jusqu'à mai 1976, ils ont également augmenté de 22 %. Ce qui disqualifie le gouvernement, et balaie ses promesses et ses excuses. Quant au chômage, malgré le ralentissement récent de sa progression, il reste scandaleusement élevé en dépit du « plan de relance » et des discours sur la « reprise ». Là encore, on peut juger à ses résultats la « société libérale avancée ».

GISCARD L'AMERICAIN

Si, du moins, la sécurité des Français était assurée ! Il est évident qu'elle ne l'est pas sur le plan intérieur, malgré les rodomontades d'un Poniatowski manifestement plus à l'aise dans son rôle d'agent provocateur que dans celui de protecteur des citoyens.

De même, sur le plan extérieur, tout est remis en question par les récentes déclarations de M. Giscard d'Estaing et du général Méry. Nous disposions d'une force nucléaire, garante de l'indépendance de la nation : elle est maintenant entre les mains d'un homme fragile et hésitant, qui avoue, publiquement, ne pas la prendre au sérieux — la privant, de ce fait, de toute efficacité dissuasive. Nous disposions d'une force nationale, au service exclusif de la France et des Français : au nom de conceptions désuètes, nous voici en train de réintégrer l'O.T.A.N., exposant les jeunes Français à servir de chair à canon, pour le seul profit de l'impérialisme américain. Nous avions la possibilité de construire une défense moderne : nous voici confinés dans la production — très onéreuse — de matériels militaires sans intérêt, et voués à un service militaire que les données de la stratégie rendent inutile. C'est un bond de vingt ans en arrière que vient de nous faire accomplir la société libérale dite « avancée ».

L'ESPERANCE TRAHIE

L'espérance qu'une partie des Français avait placée en Giscard d'Estaing a donc été trahie. Sur le plan de la justice sociale comme dans le domaine des libertés (régionales en particulier), du point de vue de l'indépendance nationale comme en matière de stabilité institutionnelle. Car qu'est-ce que l'Etat giscardien, sinon l'appropriation du pouvoir par le parti de l'argent, sinon des querelles intestines qui peuvent un jour déboucher sur une crise de régime...

Faut-il pour autant reporter son espoir sur la gauche ? Une victoire des partisans du « Programme commun » risquerait malheureusement d'aboutir à un nouveau détournement d'espérance. D'abord parce que l'union de la gauche est un compromis fragile que le premier problème sérieux ferait éclater. Ensuite parce que son programme n'est qu'un catalogue de réformes vieillottes et de recettes éculées. Enfin parce que ses dirigeants socialistes sont suspects — les uns de tentations centristes et atlantistes, les autres de technocratisme.

Décidément, la partie est truquée, et l'espérance ailleurs. Au-delà des programmes mensongers, des équipes interchangeables et des intrigues politiciennes, l'enjeu même de la politique n'est pas la victoire d'une moitié de la France sur l'autre. Telle est du moins l'idée-force des rédacteurs de la NAF, qu'ils tentent d'exposer dans ce numéro spécial : si leur souci de justice sociale et leur exigence de liberté passe par le refus premier de la guerre civile et de la dictature d'une caste sur la nation, ils savent que rien ne pourra être entrepris de durable sans la restauration préalable de l'Etat dans son indépendance.

C'est pourquoi ils se veulent royalistes. Car il n'est pas, aujourd'hui d'idée plus révolutionnaire.

Bertrand RENOUVIN.